NI REMANIEMENT, NI OUVERTURE DE LA TÉLÉVISION

Bouteflika fait machine arrière

Abdelaziz Bouteflika «rétropédale» contre toute attente et annule de nombreuses décisions qu'il allait annoncer la semaine dernière. Notamment, un remaniement gouvernemental pourtant finalisé dans ses moindres détails.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «En tout cas, le remaniement n'est plus à l'ordre du jour», nous confie une source proche de la présidence. Ce revirement, notre source l'attribue à des considérations «d'ordre tactique». «Les dernières mesures prises en conseil des ministres d'abord avec la levée de l'état d'urgence, les décisions liées à l'emploi, au logement, à l'enseignement supérieur, puis la mesure de dispense du service national au profit des plus de 30 ans sont finalement suffisamment lourdes pour faire baisser la tension sociale de ces dernières semaines.»

Le pouvoir estime donc avoir fait assez de concessions pour le moment. «Il y a certes des tensions sociales mais pas de pression politique d'envergure qui nécessiterait un changement de gouvernement.» Manifestement, Bouteflika ne compte plus abattre toutes ses cartes, d'un seul coup. «Tout se fera et se décidera en fonction de l'évolution de la situation», explique encore notre source. D'ailleurs, ce n'est pas qu'au sujet du gouvernement que Bouteflika semble «temporiser».

C'est le cas également de l'ouverture de la télévision. Inscrit comme priorité absolue, le 3 février dernier lorsque Bouteflika réunissait le premier «Conseil des ministres d'urgence», ce point avait accaparé l'essentiel des travaux d'une réunion marathon de deux jours du gouvernement Ouyahia. Un avant-projet de loi sur la télévision avait été ébauché par le ministre de la Communication et qui devait être finalisé avant l'ouverture de la session de printemps du Parlement. Or, depuis, cet avant-projet ne figure plus, curieusement, à l'ordre du jouir des différentes réunions du gouvernement. Y compris la prochaine qui aura lieu mercredi 9 mars. Ce spectaculaire revirement trouve également son explication par la conjoncture internationale.

Les pressions, américaines notamment qui étaient assez fortes il y a un mois, se sont nettement estompées, s'agissant du «cas Algérie». Obama, qui avait «félicité» Bouteflika pour les dernières mesures annoncées en Conseil des ministres, semble opter pour la prudence, concernant un pays frontalier de la Libye où la situation ne cesse de se dégrader avec tous les risques, non négligeables, que fait peser Al Qaïda sur l'ensemble des pays du Sahel. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si plusieurs visites de responsables américains, chargés de la sécurité, se sont multipliées à Alger, ces derniers jours.

K. A.

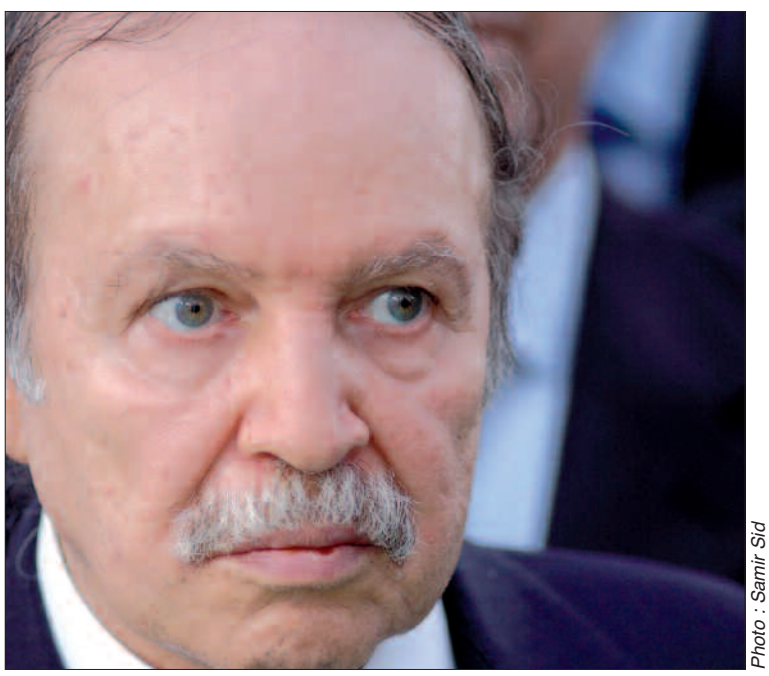

Photo : Samir Sid

Le président Bouteflika.

OUYAHIA À SES MINISTRES :

«Occupez le terrain et les médias»

La communication gouvernementale a fait l'objet d'un long débat lors de la réunion de l'exécutif, mercredi dernier, nous a confié une source fiable. Ahmed Ouyahia reprochait ainsi à ses ministres «leur mollesse en matière de communication et d'occupation du terrain». Selon notre source, presque tous les ministres se sont exprimés sur la question et nombreux d'entre eux se sont plaints de ne pas faire l'objet de couverture suffisante par l'ENTV depuis quelques semaines. Autrement dit, depuis que Nacer Mehal en personne est chargé de «superviser» le journal télévisé. Ce reproche, Ouyahia ne semblait nullement en tenir compte puis, reprenant la parole, il a sommé ses ministres à faire montre de plus de présence sur le terrain et dans les médias.

K. A.

DANIEL FRANKLIN, COORDONNATEUR AMÉRICAIN DE LA LUTTE ANTITERRORISTE :

«AQMI pourrait profiter de la situation en Libye»

Le coordonnateur de la lutte contre le terrorisme au département d'Etat américain estime qu'Al Qaïda Maghreb pourrait profiter des troubles qui secouent actuellement la Libye pour se renforcer. Daniel Franklin, qui a présidé à Alger les travaux de la première réunion bilatérale sur la lutte anti-terroriste, a appelé les pays du Sahel à faire preuve de vigilance.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les Etats-Unis d'Amérique semblent particulièrement préoccupés par les conséquences que pourraient avoir les troubles en Libye sur la situation sécuritaire dans la sous-région du Sahel.

Daniel Franklin, coordonnateur de la lutte contre le terrorisme au département d'Etat américain, a précisé, hier, que cette question a été évoquée avec les responsables algériens lors de la première réunion du groupe de contact bilatéral de coopération algéro-américain de la lutte contre le terrorisme et les questions de sécurité connexes, qui s'est tenue jeudi et vendredi à Alger.

«Nous sommes préoccupés par les événements dans la région car cela pourrait ouvrir la voie aux terroristes. Cette question a été soulevée avec nos partenaires et nous travaillons avec eux pour que les terroristes ne puissent pas profiter de ces changements. Nous avons évoqué avec nos partenaires algériens la question des armes. Il se pourrait que les terroristes s'accaparent des armes (en circulation). Il ne faut pas s'attendre à ce que les terroristes restent les bras croisés. Ils profiteront de toutes occasions», a déclaré Daniel Franklin lors d'une conférence de presse aimée, hier, à l'ambassade des Etats-Unis à Alger. Le responsable de la lutte anti-terroriste au département d'Etat a indiqué qu'il n'y a, pour l'heure, aucun changement notable des activités d'Al Qaïda Maghreb.

«Nous n'avons constaté aucun changement notable dans les activités terroristes dans la région. Nous sommes à la veille d'une nouvelle période, nous devons attendre pour voir ce qui va advenir. Nous devons faire preuve de vigilance. Les groupes terroristes ont toujours essayé d'exploiter les événements qui se déroulent dans la région. La situation dans le Sahel continue de nous préoccuper.»

Pour ce qui est de la crise en Libye, Daniel Franklin a insisté sur le fait que les Etats-Unis n'ont aucune intention d'intervenir militairement. «Nos forces sont actuellement en stand-by mais elles sont destinées à des opérations humanitaires et rien d'autre.» Et c'est du bout des lèvres qu'il a reconnu avoir évoqué la question d'une intervention militaire avec les responsables algériens : «Nous n'avons pas discuté de ce sujet, en tout cas pas de façon importante. Vous connaissez la position de l'Algérien en matière de non-intervention. De toute façon, notre réunion portait sur la lutte anti-terroriste et non pas sur une éventuelle intervention en Libye.» Daniel Franklin reste néanmoins persuadé que Mouammar Kadhafi a «perdu toute légitimité».

T. H.

Photo : DR

Daniel Franklin.

CNCD

Marcher pour ne pas se résigner

Les Algériens sont appelés aujourd'hui à participer, à partir de 11h, aux trois marches organisées par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), malgré leur interdiction par les autorités.

Ces rassemblements se dérouleront, contrairement aux fois précédentes, dans trois endroits différents de la capitale : au boulevard des Martyrs (à proximité du siège de l'ENTV), à El-Madania ainsi qu'à Aïn-Benian.

Les mots d'ordre de la Coordination restent les mêmes, résumés par un slogan «faire tomber le système». La CNCD persiste, donc, dans sa volonté de déchoir pacifiquement le pouvoir actuel, à travers ce nouvel appel.

Ces marches appelleront également, comme celles qui se sont déroulées précédemment, à un changement profond du mode de gouvernance, qui ne répondrait plus, selon les organisateurs, aux aspirations économiques politiques et sociales nationales.

En effet, malgré la scission qu'a connue la Coordination récemment, ainsi que l'absence de mobilisation populaire significative, les instigateurs de ce mouvement continuent à espérer et à croire en cette initiative des différentes organisations syndicales et politiques, ainsi que des personnalités de la société civile.

La levée de l'état d'urgence annoncée récemment par le gouvernement n'a pas émoussé la volonté des dirigeants de la Coordination, qui réclament toujours un changement «politique radical» et des réformes visant à démocratiser le fonctionnement de nos institutions.»

M. Belabès, député du RCD, a déclaré que «la détermination» de ceux qui ont décidé au sein de la CNCD de continuer à se mobiliser «était intacte» et qu'ils «ne se résigneraient jamais à abandonner», ce qu'ils considèrent être un combat «juste, légitime et nécessaire» qui a pour objectif l'obtention d'une transformation claire des «mœurs» politiques nationales, et par conséquent l'avènement d'une vraie démocratie dans notre pays.

Le député a également balayé d'un revers de la main l'argument invoqué par les opposants au mouvement, qui consiste à affirmer que le peuple algérien n'adhérait pas aux revendications de la Coordination, rappelant que le gouvernement a «interdit» le déroulement des différentes marches organisées précédemment, et reprochant aux autorités de vouloir «étouffer» ces rassemblements, en «empêchant» les potentiels manifestants d'y participer, et que le système «ne faisait que retarder l'échéance imminente de sa déchéance».

Il y a lieu de rappeler que les précédentes marches ont été accompagnées par la mise en place d'impressionnants dispositifs de sécurité, qui ont «quadrillé» la capitale, et qui ont, selon le député RCD, empêché la massification populaire des rassemblements, arguant que le désir sous-jacent du gouvernement était purement et simplement la décrédibilisation de ce mouvement, qui remettrait en cause, toujours selon le député, les intérêts de «l'oligarchie» régnant dans notre pays depuis près de quatre décennies.

Samir Hamma